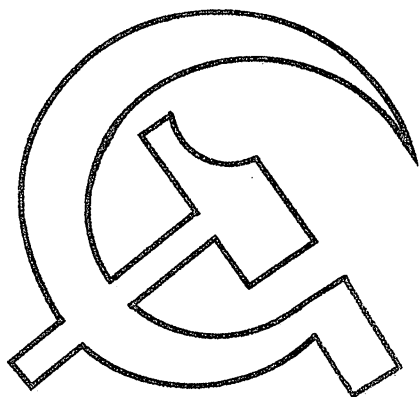




le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

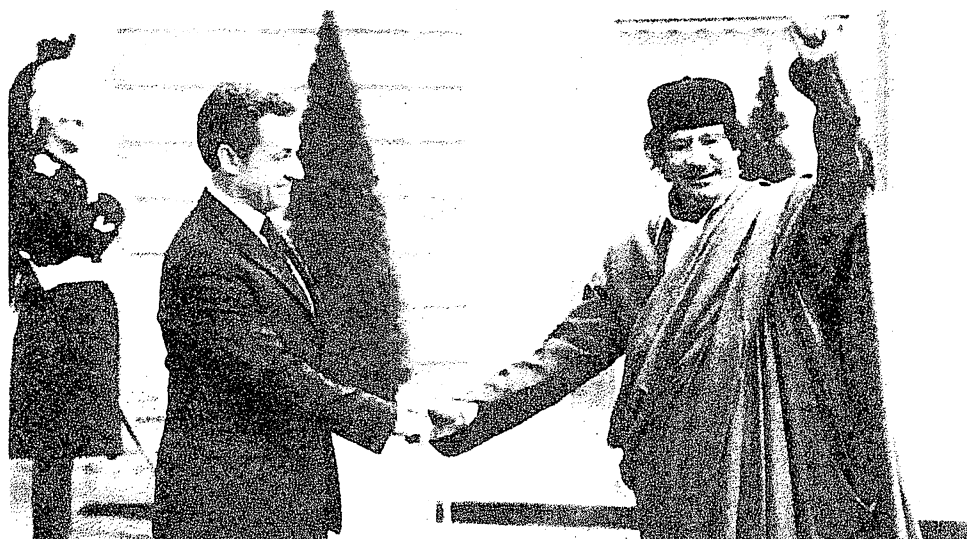
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 24 octobre 2011

N° 377

PRIX : 0,60 Euro



LIBYE

LA FIN TRAGIQUE D'UN DICTATEUR

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Libye : La fin tragique d'un dictateur

Page 3

Mauritanie : Recensement discriminatoire à l'encontre de la population négro-africaine

Page 4

Sénégal : A l'approche de l'élection présidentielle, le pouvoir tolère de moins en moins les critiques

Page 5

Côte d'Ivoire :

- Au lieu de construire des logements sociaux pour les travailleurs, le gouvernement les chasse

Echos des entreprises en Côte d'Ivoire (page 6)

Page 8

- Mayotte : Grèves et manifestations contre la vie chère

-Madagascar :Des fléaux qui se développent

ABONNEMENT

France : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy Cedex

LIBYE

LA FIN TRAGIQUE D'UN DICTATEUR

Après 42 années de pouvoir absolu, Kadhafi est mort, tué lors de sa fuite de la ville de Syrte où il s'était réfugié après la prise de la capitale par les troupes du CNT (Conseil National de Transition) épaulées par l'aviation de l'OTAN. Il est mort comme la plupart de ceux que son régime avait fait assassiner tout simplement parce qu'ils avaient osé critiquer son pouvoir dictatorial.

Les dirigeants des pays occidentaux qui avaient décidé de le chasser du pouvoir il y a quelques mois sont les mêmes qui, jusqu'au début de l'année 2011 le considéraient comme un allié de l'Occident. Il avait été reçu comme un ami à Paris par Sarkozy, en Italie par Berlusconi. La plupart des dirigeants de ce monde lui avaient rendu visite. Il leur achetait des armes et offrait des contrats juteux à leurs entreprises, plus particulièrement dans le domaine pétrolier. Il était d'autant plus considéré comme un partenaire respecté par les dirigeants des pays européens qu'il avait accepté de jouer un rôle important dans la chasse à l'émigration clandestine en direction de l'Europe. C'est ainsi que de nombreux ressortissants africains voulant passer par les côtes libyennes pour rejoindre les côtes italiennes les plus proches, croupissaient dans les prisons libyennes avec la bénédiction des dirigeants européens. L'Italie, la France et l'Espagne avaient même financé la construction de centres de détention en Libye pour enfermer les candidats à l'émigration ou bien pour recevoir les expulsés.

En échange de ce partenariat et surtout des milliards de dollars qu'il faisait gagner aux trusts occidentaux, les dirigeants du monde capitaliste fermaient les yeux sur les persécutions, les exécutions d'opposants et les tortures.

Mais depuis que le vent de la contestation a soufflé dans de nombreux pays arabes, y compris en Libye, les dirigeants des pays occidentaux ont décidé de lâcher Kadhafi. La plupart des dirigeants du CNT que les pays occidentaux ont décidé d'appuyer militairement sont d'anciens dignitaires de la dictature libyenne. Il y a parmi eux d'anciens ministres ou officiers supérieurs de l'armée. Après avoir collaboré avec le bourreau, ils se sont retournés contre lui et se présentent depuis comme des "démocrates" épris de liberté. Par conséquent, faire croire que la Libye vient de rentrer dans une "ère de liberté" comme le clament la plupart de dirigeants occidentaux est une tromperie. C'est la fin d'un dictateur certes, mais pas la fin d'une dictature.

Grace à ses largesses et sa mégalomanie en direction de quelques pays africains, Kadhafi s'était fait quelques amis parmi les dirigeants africains. Il s'était aussi fait des amis parmi les dignitaires musulmans des pays sahéliens en finançant la construction de mosquées ou de groupes

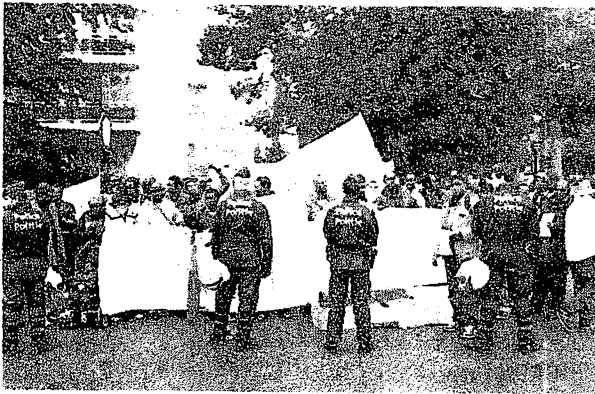
électrogènes pour électrifier quelques édifices religieux. C'est ainsi que lorsque les troupes de l'Otan ont commencé à bombarder la Libye, on a pu observer quelques manifestations à Bamako, par exemple. Mais assez rapidement, sous la pression des pays impérialistes, les dirigeants africains ont lâché Kadhafi. Ils ont vite fait le calcul en se disant qu'il valait mieux pour leur carrière être du "bon côté", à savoir, du côté de leurs vrais maîtres. Ils savent fort bien que leur

avenir dépend du bon vouloir de ces derniers.

La mort de Kadhafi a néanmoins provoqué quelques réactions antioccidentales par-ci par-là. Certains y ont vu la disparition d'un "grand ami de l'Afrique" ou d'un "grand panafricaniste", voire d'un "anti-impérialiste". Il n'était rien de tout cela. Il était au contraire un ennemi des exploités libyens comme africains. Ces derniers n'auront pas à pleurer sa disparition.

MAURITANIE

RECENSEMENT DISCRIMINATOIRE A L'ENCONTRE DE LA POPULATION NEGRO-AFRICAINE



Belgique 12 octobre 2011 : manifestation des Mauritaniens
devant leur Ambassade contre le recensement

Depuis mai dernier, le gouvernement mauritanien a lancé une opération de recensement de la population estimée, à ce jour, à 3 millions d'habitants, dont 20 % sont constitués de négro-africains. Selon les autorités, le recensement consiste surtout à « identifier les détenteurs de faux papiers » puis à instaurer « un système d'état civil biométrique moderne et fiable ». Mais dans les faits, il s'agit de tracasseries discriminatoires envers la population noire. Pour les Maures arabo-berbères, l'identification n'est qu'une simple formalité. Mais que de problèmes pour les Noirs pour prouver qu'ils sont bel et bien mauritaniens !

Ainsi donc, les recenseurs exigent des Négro-africains certains papiers souvent impossibles à réunir ; par exemple les cartes d'identité du grand-père et de la grand-mère, les actes de naissance de ces derniers, des témoins qui, en général sont déjà morts, etc.

Pour dénoncer cette discrimination, des jeunes ont commencé à manifester dans la rue leur mécontentement, un peu partout dans le pays, surtout dans le Sud où sont concentrées les populations noires. A Maghama, une ville du sud, les forces de l'ordre sont intervenues manu militari, pour disperser une manifestation. Il y a eu un jeune tué par balle, des blessés et des arrestations. Des manifestants, en colère, ont saccagé des bâtiments publics ; ils se sont attaqués aux biens privés. Quelques jours plus tard, à Nouakchott, le 24 septembre, d'autres jeunes avec à la tête le mouvement « Touche pas à ma nationalité » ont marché vers l'Assemblée nationale pour demander l'arrêt de ce recensement. La police leur a barré le chemin ; il y a eu des heurts entre policiers et manifestants. Ces derniers, en colère, ont brûlé des pneus, incendié des voitures, saccagé des commerces. 56 manifestants ont été arrêtés, il y a eu des blessés. Les manifestants, très déterminés, parlent de continuer leur lutte jusqu'à l'arrêt total du recensement qu'ils qualifient d' « injuste ».

Si le gouvernement ne fait pas attention à la colère de la population noire, le pays risque de basculer dans la guerre civile comme en 1989 et 1990.

En effet, le 9 avril 1989 à Diawara, un banal conflit entre des bergers peuls et des

paysans soninké s'est transformé en confrontation armée entre le Sénégal et la Mauritanie, deux pays riverains du fleuve Sénégal. L'armée mauritanienne tue deux paysans sénégalais, blesse plusieurs autres et fait douze prisonniers. Comme une trainée de poudre, la violence se reprend jusqu'à l'intérieur des deux pays. Pendant que les autorités sénégalaises encouragent la population à s'en prendre aux ressortissants mauritaniens installés au Sénégal, leurs homologues mauritaniens font de même à l'encontre des ressortissants sénégalais travaillant en Mauritanie. C'est ainsi que des milliers de petits boutiquiers mauritaniens vivant du petit commerce ou de l'artisanat à Dakar et dans d'autres villes ont été pillés et maltraités sous l'œil plutôt complice des autorités sénégalaises. Certains y ont perdu leur vie. La plupart d'entre eux ont dû quitter de force le Sénégal où pourtant ils vivaient depuis des générations.

De même du côté mauritanien, de nombreux travailleurs sénégalais ont dû fuir aussi la violence qu'ils subissaient ; des paysans et éleveurs négro-africains ont perdu leur lopin de terre ou leur bétail.

Les relations diplomatiques entre les deux pays ont été coupées, la frontière fermée. La guerre était déclarée et il y a eu quelques escarmouches entre les deux armées.

Derrière ce conflit militaire entre deux voisins, il y a un vieux conflit frontalier hérité

du découpage colonial. Depuis des siècles la région du fleuve est habitée à la fois par des populations noires autochtones peulh, wolof, bambara ou soninké et par des populations arabo-berbères venant du Nord. Mais ce découpage a divisé ces populations : les unes se sont retrouvées au Sénégal, d'autres en Mauritanie. Dès lors les problèmes frontaliers entre les deux Etats ont commencé.

Les plaies de la guerre entre les deux pays ne sont pas encore fermées. Des milliers de réfugiés négro-africains expulsés de la Mauritanie et entassés dans des camps, continuent de souffrir; ils vivent dans un dénuement total. De même les petits commerçants arabo-berbères ayant perdu tous leurs biens n'ont jamais été indemnisés.

Dernièrement, à l'appel lancé par le gouvernement mauritanien demandant aux réfugiés de regagner le pays, certains sont rentrés. Mais une fois arrivés, ils sont laissés-pour-compte. La situation risque à tout moment de se dégrader d'autant plus que l'actuel recensement organisé par le gouvernement est ressenti à juste titre comme discriminatoire.

Les autorités mauritaniennes dont les membres sont en majorité des arabo-berbères ont intérêt à satisfaire la revendication des négro-africains si elles ne veulent pas que cela débouche sur des affrontements généralisés entre communautés ethniques.

SENEGAL

A L'APPROCHE DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE

LE POUVOIR TOLERE DE MOINS EN MOINS LES CRITIQUES

Le 20 octobre dernier, le tribunal de Dakar a condamné Malick Seck, leader de la Convergence socialiste (un mouvement proche du Parti Socialiste, principal parti d'opposition), à deux ans de prison ferme pour "outrage à magistrat et menace de mort". Il avait été arrêté quelques jours auparavant après avoir déposé une lettre jugée « menaçante » au Conseil Constitutionnel.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement fait arrêter un opposant dans ce pays. Parfois c'est pour avoir écrit un article jugé diffamatoire dans un journal, parfois pour avoir osé publier un livre parlant de la corruption, et du népotisme au sommet de l'Etat. A l'approche de l'élection présidentielle prévue pour le 26 février 2012 et à laquelle il a décidé de s'y présenter pour



A.Wade : Il aime donner des leçons de démocratie à ses voisins mais ne supporte pas les critiques

la troisième fois. Abdoulaye Wade tolère de moins en moins les critiques à son encontre. Il voulait modifier la Constitution en vue de faciliter la passation du fauteuil présidentiel à son fils, mais devant la grande mobilisation de rue du 23 juin, il a reculé. Cependant, il n'a pas abandonné l'idée d'installer son fils au pouvoir. Il est tellement obnubilé par cette idée que même à l'intérieur de son propre parti, cela provoque des remous, surtout parmi ceux qui voudraient être khalife à la place du khalife.

Quant aux dirigeants du PS, devenus "opposants" depuis l'arrivée de Wade au pouvoir en 2000, leur seule ambition est de revenir à la mangeoire, mais comment faire oublier que, quand ils étaient au gouvernement, ils avaient les mêmes pratiques que celles qu'ils reprochent aujourd'hui au clan de Wade, à savoir : la corruption, le clientélisme, la mise à sac des caisses de l'Etat ? Il faut se rappeler que ces gens-là, lorsqu'ils étaient au pouvoir, ne toléraient pas plus les critiques. Ils n'hésitaient pas à enfermer les militants syndicalistes et dirigeants politiques lorsqu'ils jugeaient que leur pouvoir était menacé.

Voilà pourquoi les travailleurs ne doivent se faire aucune illusion sur l'éventuel retour au pouvoir du PS et de ses alliés politiques. Les véritables changements ainsi que l'amélioration de leurs conditions d'existence, ils ne les obtiendront que par leur mobilisation et leurs luttes.

Nous publions ci-dessous des articles extraits du

«Pouvoir aux Travailleurs» n° 177 édité en Côte D'Ivoire

CÔTE D'IVOIRE

AU LIEU DE CONSTRUIRE DES LOGEMENTS SOCIAUX

POUR LES TRAVAILLEURS LE GOUVERNEMENT LES CHASSE

A l'occasion d'une visite qu'il a effectuée récemment à la zone industrielle de Yopougon, le Premier ministre Soro Guillaume a décidé de chasser les petites gens qui habitent la zone. Le prétexte avancé, ce sont les « occupations anarchiques » de la zone par des « habitats domestiques ».

Ceux qui logent à la zone sont des travailleurs à qui les bas salaires n'offrent pas beaucoup de choix. Comment pouvoir se nourrir, se déplacer, se soigner, avec ces petits salaires ? D'ailleurs, de plus en plus, les travailleurs qui habitent des quartiers éloignés sont contraints de dormir à l'usine dans des mauvaises conditions toute la semaine et rentrer à la maison les week-ends, pour au moins économiser l'argent du transport.

Alors, si certains ont trouvé de quoi fabriquer de petites baraques pour y caser leur famille, ce n'est surtout pas par plaisir.

Pour donner l'impression d'être préoccupé par le problème du logement des plus pauvres, le ministre de la Construction, de l'Assainissement et de l'Urbanisme a profité de l'occasion pour dire qu'un arrêté a été pris pour demander à ceux qui vont faire des aménagements de terrains de prévoir 5% de surface pour les populations à faible revenu. On note bien le verbe « demander » au lieu de « obliger ». Parce que ce ministre n'est pas sans savoir que ceux qui aménagent les terrains le font pour faire des profits et se moquent des pauvres, à commencer par leurs propres employés.

La fin des « occupations anarchiques ou des quartiers précaires » se fera avec la construction de vrais logements et non avec

des paroles ou des écrits qui n'engagent même pas ceux qui les ont prononcés ou écrits !

Echos des entreprises en Côte D'Ivoire

SINAPLAST

LES TRAVAILLEURS EN GREVE POUR DIRE NON A LA PRECARITE

Pendant trois jours, les travailleurs de SINAPLAST, Société Ivoirienne de Nattes en Plastique, située dans la zone industrielle de Yopougon, ont arrêté le travail. Ils ont tout bloqué et sont restés massés devant l'entrée de l'usine empêchant tout mouvement. Après plusieurs tractations à l'Inspection du travail de Yopougon, et les intimidations du chef du personnel, vu la détermination des travailleurs, le PDG a fini par recevoir la délégation des travailleurs, comme le voulaient les grévistes.

Les travailleurs ont poussé ce coup de colère parce que leur conditions de vie et de travail ressemble à de l'esclavage. Voici quelques uns des 20 points de la liste de revendications formulées par les travailleurs : « embauche de tous les travailleurs ; révision de la grille salariale ; suivi médical pour tous ; abonnement à une pharmacie ; instauration d'une structure syndicale ; pause d'une heure pour ceux qui font 22H-6H du matin ; dédommagement de tous les accidentés de travail ; les éventuels blessés ou malades hospitalisés doivent être soutenus financièrement par la société ; suppression

des retenues sur les deux payes du mois ; révision en hausse de la prime de précarité de fin de contrat pour les non-embauchés (de 17.000 à 60.000 F) ; embauche systématique à la fin de chaque semestre, c'est-à-dire, deux embauches dans l'année ; attribution de la gratification de fin d'année à tous les travailleurs (embauchés ou journaliers), etc.

Pour le moment les travailleurs n'ont reçu que de simples promesses de la part du PDG. Les travailleurs sont conscients que pour faire reculer le patron, il faudrait que ce mouvement de grève gagne les autres entreprises à commencer par celles qui appartiennent au même groupe telles que Cotiplast, OK-Plast. Mais il faudrait que la grève soit étendue aux plus importantes entreprises de la zone industrielle telles que Sipvop, Ghandour, Nestlé, Sotaci, Satoci, Darling, etc, où les travailleurs rencontrent les mêmes problèmes dans l'ensemble.

Si les travailleurs de Sinaplast réussissent à élargir ainsi le mouvement, celui-ci ne restera pas isolé et le rapport des forces contre leur patron leur sera ainsi plus favorable.

DES CONDITIONS DE TRAVAIL DIFICILES ET REVOLTANTES

Sinaplast est une usine qui fabrique des nattes avec de la matière synthétique. L'entreprise emploie près de 400 ouvriers et ouvrières. Les conditions de travail sont très difficiles. Voici le récit d'un des travailleurs :

« Nous travaillons en deux temps. Il y a ceux qui font les heures normales et ceux qui font les 3 quarts. A l'usine, le premier

ouvrier c'est le « mélangeur ». Il soulève quotidiennement et manuellement des dizaines de sacs de polypropylène. Il fait le mélange sans aucune protection. La paille obtenue à l'extrusion est entassée et ajustée par ceux appelés les « pailleurs ». Les pailleurs doivent être habiles et rapides car la production dépend de leur efficacité. Ensuite

il y a les tisseurs. Là, un seul tisseur doit manipuler à la fois quatre machines. Une fois le travail des tisseurs terminé, vient celui des femmes.

Les « attacheuses » forment le premier groupe. Leur travail consiste à attacher le bout des nattes. Sur une table il faut normalement 5 femmes. Mais le patron pour plus de bénéfices, n'emploie que trois. Ce qui oblige ces femmes à se tordre continuellement pour pouvoir atteindre le bout de la natte. Après, c'est le tour des tailleuses : elles taillent les filaments qui débordent. Enfin, vient la section où le travail y est particulièrement pénible. C'est la section des couturières. Ces dernières sont d'abord obligées d'aider les attacheuses. A la couture le travail consiste à coudre les étiquettes de la société sur les nattes. Par exemple c'est très difficile pour une personne de coudre les quatre bords sur une natte de 5 places. Et

pourtant elles doivent faire ce travail toute la journée sans repos tant que les nattes disponibles ne sont pas finies. A midi pendant la pose, si elles ont des nattes devant elles, elles n'ont pas droit à la pose. Le soir aussi, au lieu de descendre à 17 heures, elles travaillent souvent jusqu'à 18 heures et même au-delà. Cela, sans être pointées en heures supplémentaires.

Nous travaillons dans ces conditions depuis 12 ans pour les plus anciens, sans être embauchés ni déclarés à la CNPS. Les salaires sont dérisoires. Le Smig, 211F/ heure pour les journaliers payés à la quinzaine et la catégorie 2A, 250F/heure pour les travailleurs dits permanents payés au mois ».

Evidemment de telles conditions de travail ne peuvent qu'aboutir à des coups de colère et c'est ce qui vient de se produire depuis le 19 octobre.

SOTACI

ENCORE UN TRAVAILLEUR VICTIME DE L'EXPLOITATION

Il y a de cela un mois, l'un de nos collègues de la « section machette » est décédé. C'est un autre décès à mettre sur le compte de l'exploitation capitaliste. En effet, ce travailleur était malade. Durant son service, il s'est rendu chez le médecin d'entreprise. Ce dernier, sans doute sur instruction de la Direction, n'a même pas daigné examiner attentivement l'état de santé de notre camarade. Il l'a jugé apte à regagner son poste. Sauf que cette fois-ci, l'état de santé était déjà critique et notre collègue en est mort quelques jours plus tard.

Plus que l'attitude des médecins aux ordres, ce sont nos conditions de travail qui

nous tuent à petit feu. A la section machette, nous sommes exposés à la poudre de fer que nous respirons à longueur de journée ; aux fumées des produits chimiques hautement toxiques et irrespirables dans lesquels on trempe les machettes pour les durcir. Les circuits de ventilation sont vétustes et l'atelier exigüe. Dans ces conditions, les ridicules petits masques anti-poussière ne sont d'aucune efficacité.

Mais pour la direction, la seule chose qui compte, c'est le profit. Les travailleurs, ça passe au dernier plan.

=====

MAYOTTE

GREVES ET MANIFESTATIONS CONTRE LA VIE CHERE

De nombreux travailleurs de Mayotte et plus généralement la population pauvre, sont mobilisés contre la vie chère. Cette mobilisation se traduit par des barrages routiers sur les deux îles de Petite et Grande-terre. En effet les magasins de la grande distribution concentrée entre les mains de trois grands groupes profitent depuis plusieurs années de leur position dominante et de la situation insulaire pour augmenter les prix de base. Le carton de « mabawa » (ailes de poulets) qui est une denrée très consommée, est vendu à 27 euros alors que son prix de revient pour les distributeurs est seulement de 15,20 euros. D'autres produits, tels que la viande, les boîtes de sardines, les bouteilles de gaz, l'essence etc. ont également subi des hausses fulgurantes. En quatre ans le coût de la vie aurait augmenté de 60%. C'est d'autant plus scandaleux que le chômage et les bas salaires frappent durement la population.

Le gouvernement français qui s'est approprié de Mayotte, pratique la politique de la répression : en effet le nombre de CRS et autres gardes mobiles a été augmenté par des contingents venus de la métropole. Presque chaque jour ils traquent les manifestants avec

des grenades lacrymogènes et des tirs de flash-ball. Une personne est décédée récemment et plusieurs jeunes ont été blessés.

Pendant ce temps les patrons des chaînes de la distribution annoncent des petites baisses de leurs tarifs afin que les manifestants qui se réunissent chaque jour au centre de Mamoudjou, la capitale, votent la levée des barrages et libèrent les accès de leurs magasins.

Jusqu'à présent l'Etat et les patrons n'ont pas réussi à arrêter le mouvement.

Ce qui se passe à Mayotte rappelle le mouvement LKP qui s'était déroulé aux Antilles il y a deux ans. C'est dire que ce qui s'y passe est loin d'être un cas isolé : les travailleurs et la population pauvre se révoltent contre le chômage et la vie chère qu'on veut leur imposer au prétexte de la crise économique. Il est à souhaiter que ceux de Mayotte ne restent pas isolés et que le mouvement fasse tâche d'huile vers la Grande Comore, la Réunion, Madagascar etc. car on peut dire que partout les travailleurs et les classes pauvres ont les mêmes intérêts fondamentaux.

MADAGASCAR

DES FLEAUX QUI SE DEVELOPPENT

Le travail des enfants

Dans les grandes villes, des milliers d'enfants sont livrés à eux-mêmes parce que leurs parents réduits à la misère n'ont pas les moyens de s'en occuper. Selon certaines ONG, il y aurait environ deux millions d'enfants qui travaillent à travers le pays. Certains travaillent dans le secteur minier, d'autres « participent » aux côtés des adultes dans les usines. Dans les zones rurales de la périphérie d'Antananarivo la capitale, des enfants sont très nombreux à accomplir

certaines tâches au sein des briqueteries et des parcelles de plantations de légumes maraîchers. Des enfants travaillent également dans le secteur minier et aussi aux côtés de leurs parents à produire du gravier en concassant des blocs de pierre à coups de marteaux à la seule force de leurs bras.

Le travail des enfants n'est pas un phénomène qui date d'aujourd'hui. Cela ne le rend pas pour autant « pardonnable » surtout pour les patrons qui au final en bénéficient.

Cependant, d'année en année ce phénomène prend de l'ampleur. A des degrés variables, de nombreux secteurs économiques tirent de grands profits du labeur des petites mains infantiles. C'est le cas par exemple dans la filière vanille où Madagascar est l'un des premiers producteurs au monde. Dans ce secteur les enfants travaillent au sein d'entreprises dites mandataires. Ce sont ceux-ci qui font les frais des coups de colère des enfants et des adultes lorsque les conditions deviennent trop dures.

Au sommet de ce secteur reconnu comme étant prospère et juteux, des fortunes se bâtissent. A tel point que des gros bonnets sont suffisamment riches pour faire des va et vient par avion entre Madagascar et les Etats-Unis, grand pays consommateur, où ils négocient cette précieuse denrée à des prix leur permettant de dégager des bénéfices substantiels.

Les autorités ferment les yeux sur leurs méthodes d'enrichissement, surtout que ces gens-là ont des relations haut placées, c'est-à-dire le bras suffisamment long, pour ne pas être trop inquiétés.

Des ONG internationales en liaison avec leurs partenaires dans le pays, essaient comme elles le peuvent, de soustraire quelques enfants de ces différentes formes de travail lorsque celles-ci s'empirent. Sur les deux millions d'enfants qui selon des chiffres officiels, sont exploités, certaines ONG qui mènent des actions dans des régions reculées, disent avoir réussi à en retirer quelques milliers et de les avoir réinsérés dans le système éducatif qui lui-même n'existe parfois que de nom. Un chiffre dérisoire par rapport à l'ampleur du phénomène. Elles-mêmes reconnaissent que sans moyens de subsistance durables pour les parents, une grande partie de ces enfants basculent à nouveau dans l'enfer de la lutte pour la survie.

Les maladies qui reviennent en force

La peste, la rage et certaines autres maladies n'ont jamais été éradiquées dans ce pays. La peste est une maladie véhiculée par les rats. La situation sanitaire s'est considérablement dégradée dans les quartiers pauvres où vivent les travailleurs. Récemment plusieurs cas de décès dus à cette maladie ont été signalés. Les rats prolifèrent parce la saleté et les détritiques envahissent les ruelles de ces quartiers et les habitations des gens qui y vivent. Pour endiguer cette maladie, les gens se regroupent pour réclamer un minimum de moyens tels que des médicaments, des insecticides et des pièges à rats. Les municipalités parent au plus pressé en distribuant au compte gouttes des kits de protection provenant d'organismes de donation ou des Nations unies. Ces moyens dérisoires sont accompagnés par des « campagnes de sensibilisation » et de leçons de morale à coups de hauts parleurs devant les taudis dans lesquels sont contraints de vivre des milliers de gens, comme si c'était de gaîté de cœur qu'ils supportent ces conditions de vie déplorables.

Les arrondissements pauvres composant Antananarivo sont menacés par la propagation d'une autre maladie : la rage. Ce sont les chiens errants qui sont les premières victimes de cette maladie. Ces chiens enragés contaminent d'autres animaux en les mordant et aussi des êtres humains. Six personnes ont récemment succombé de cette maladie.

Quand on sait que des milliers d'enfants meurent avant l'âge de cinq ans faute d'avoir reçu des soins à temps ou faute d'avoir été vaccinés contre des maladies moins dangereuses que la rage, on peut dire que ces problèmes n'empêchent pas les classes riches et les gouvernants de dormir tranquille. S'il y a une rage qui les a atteints c'est celle du « ady seza » c'est-à-dire de la lutte pour des chaises au pouvoir.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.